

MÉMENTO CPAS 2023

ALICE BOULANGER

*Responsable du Service des Achats au Centre Public d'Action Sociale de Charleroi,
Master en droit*

ISABELLE LAURENT

*Responsable du Service juridique au Centre Public d'Action Sociale de Charleroi,
Licenciée en Droit*

HUGUES LAURENT

*Directeur GRH f.f. au Centre Public d'Action Sociale de Charleroi,
Licencié en Droit*

MARTINE LEJEUNE

*Secrétariat de la Direction générale au Centre Public d'Action Sociale de Charleroi,
Graduée en Secrétariat de Direction*

LE SERVICE DE DOCUMENTATION DU CENTRE PUBLIC D'ACTION SOCIALE DE CHARLEROI



Wolters Kluwer

Mise à jour : toutes les modifications législatives jusqu'à la date du 23 mars 2023 sont intégrées dans cette édition.

Editeur responsable : Bas Kniphorst

© 2023 Wolters Kluwer Belgium SA
Zénobe Gramme (bâtiment G)
Square des Conduites d'Eau 9-10
4031 Liège

Service clientèle et adresse de correspondance :

Motstraat 30
2800 Malines
Tél. : 015 78 76 00
client.BE@wolterskluwer.com
www.wolterskluwer.be

Hormis les exceptions expressément fixées par la loi, aucun extrait de cette publication ne peut être reproduit, introduit dans un fichier de données automatisé, ni diffusé, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse et préalable et écrite de l'éditeur.

D/2023/2664/124
ISBN 978-94-03-02920-7
BP/MCPA-PI23001

TABLE DES MATIÈRES GÉNÉRALE

Présentation générale

V

PARTIE 1 CPAS – STRUCTURE, FONCTIONNEMENT ET MISSIONS

	1
1. La définition du centre public d'action sociale	1
1.1. Le rôle du législateur fédéral	1
1.2. Un service public	2
1.3. Une institution communale	2
1.4. L'évolution institutionnelle	4
2. L'élection des membres du conseil de l'action sociale	5
2.1. Une élection indirecte	5
2.2. Les modalités de désignation des membres du conseil de l'action sociale en Région wallonne à l'exception des communes de la Communauté germanophone et de Comines-Warneton	7
2.2.1. La désignation par groupes politiques	7
2.2.2. Des candidats de chaque sexe	8
2.2.3. La même majorité qu'au sein du conseil communal	8
2.3. La désignation des membres des conseils de l'action sociale en Région de Bruxelles-Capitale	9
2.4. L'élection directe dans les communes à facilités	10
2.5. La durée du mandat et l'incidence d'une motion de méfiance du collège communal	11
3. La démocratie vécue au sein du centre public d'action sociale	13
3.1. Le fonctionnement du CPAS	13
3.2. Le Conseil de l'Action sociale	13
3.3. Les autres organes décisionnels	15
3.4. Des délégations de compétences	17
3.5. Réunions virtuelles	19
3.6. Le président	20
3.7. Les conseillers de l'action sociale	28
3.8. La concertation avec la commune	36
3.9. Les synergies	37
3.10. Fusion de communes	39
3.11. Le règlement d'ordre intérieur	40
3.12. Les droits des citoyens	41

3.13.	La Gouvernance et la transparence	43
3.14.	La déclaration de politique sociale et le programme stratégique transversal	46
3.15.	Les CPAS face à la lutte contre le terrorisme	47
3.16.	La responsabilité pénale du CPAS	49
4.	La tutelle sur le centre public d'action sociale	49
4.1.	La définition de la tutelle générale et spéciale	49
4.2.	Principes généraux	50
4.3.	Les décisions du CPAS soumises à la tutelle générale	51
4.3.1.	L'annulation des décisions qui doivent être transmises au Gouverneur	51
4.3.2.	L'annulation par le Gouverneur de Province des décisions suite à l'évocation ou à un recours	53
4.4.	L'exercice de la tutelle spéciale sur les décisions des CPAS	54
4.5.	La tutelle sur les CPAS de la Région de Bruxelles-Capitale	56
4.6.	La désignation d'un commissaire spécial	59
4.7.	Le contrôle de l'utilisation des subventions	59
5.	Les missions sociales du centre public d'action sociale	60
5.1.	Le droit à l'aide sociale	60
5.2.	La définition de l'aide due par la collectivité	65
5.2.1.	Une aide globale	65
5.2.2.	Une aide matérielle définie en référence au revenu d'intégration	65
5.2.3.	Une aide indissociable de l'intervention d'un travailleur social	66
5.3.	Remarque	69
5.4.	L'aide due aux étrangers en séjour irrégulier	69
5.5.	Le revenu d'intégration	70
5.6.	Le CPAS compétent	72
5.7.	La contribution du bénéficiaire dans les frais de l'aide sociale	75
5.8.	La récupération de l'aide sociale	76
5.9.	La spécificité de l'action sociale	78
6.	Les collaborations du CPAS	78
6.1.	La coordination	78
6.2.	Les conventions	79
6.3.	La participation à des ASBL	80
6.4.	La participation à des associations de droit public	81
7.	Le personnel du centre public d'action sociale	84
7.1.	Le directeur général	85
7.2.	Le directeur financier	89

7.3.	Le directeur général adjoint (commun)	93
7.4.	Le directeur de l'action sociale et le directeur des ressources humaines	94
7.5.	Les travailleurs sociaux	94
7.6.	Le comité de direction	96
7.7.	L'organigramme, le statut et/ou le contrat	97
7.8.	L'élaboration du statut du personnel	99
8.	Le budget du CPAS	103
8.1.	Le budget ordinaire et le budget extraordinaire	103
8.2.	L'élaboration du budget	107
8.3.	Les plans de convergence et de gestion	112
8.4.	La réalisation d'une dépense ou d'une recette	113
8.5.	Les comptes	115
8.6.	Le Fonds spécial de l'aide sociale	116
8.7.	Les subventions régionales aux locaux administratifs des CPAS	118
8.8.	Aides Covid	119
8.9.	Des guides de gestion	120
8.9.1.	Données du FSAS en Région wallonne	120
8.9.2.	L'étude de Belfius sur les finances des CPAS wallons	120
8.9.3.	Les budgets des CPAS de la Région Bruxelles-Capitale	121
8.9.4.	Les données du budget fédéral	122
8.9.5.	Les subventions de la Région wallonne	129
9.	Adresses utiles	131
9.1.	Fédéral	131
9.2.	Région wallonne	131
9.3.	Fonds social européen	132
9.4.	Associations	133
10.	Documentation	133
10.1.	Publications	133
10.2.	Adresses Internet pour la documentation juridique	134
PARTIE 2	LEXIQUE	137
ACCIDENTS DU TRAVAIL		139
ACCUEIL ET HÉBERGEMENT DES PERSONNES EN DIFFICULTÉS SOCIALES		141
ACTIVATION SOCIALE		142
AGENCE IMMOBILIÈRE SOCIALE		143
AGENCE LOCALE POUR L'EMPLOI (ALE)		145

AGENCE WALLONNE DE LA SANTÉ, DE LA PROTECTION SOCIALE, DU HANDICAP ET DES FAMILLES (AVIQ)	147
AIDES À L'EMPLOI	148
AIDE À LA JEUNESSE	150
AIDE AUX FAMILLES ET AUX ÂÎNÉS (SERVICES D')	151
AIDE JURIDIQUE ET ASSISTANCE JUDICIAIRE	154
AIDE MÉDICALE PRISE EN CHARGE PAR L'ÉTAT	156
AIDE MÉDICALE URGENTE	160
AIDE SOCIALE URGENTE	166
AIDE SOIGNANT	167
AIDES À LA PROMOTION DE L'EMPLOI (APE)	167
ALLOCATIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES	170
ALLOCATIONS DE CHAUFFAGE	173
ALLOCATIONS DE CHÔMAGE	173
ALLOCATIONS DE FOYER	184
ALLOCATIONS D'ÉTUDES	184
APATRIDES	186
ARGENT DE POCHE DES PERSONNES ÂGÉES HÉBERGÉES EN MAISON DE REPOS	188
ARTICLES 60, § 7 ET 61	189
ASILE (RÉFUGIÉ ET PROTECTION SUBSIDIAIRE)	189
ASSURANCE SOINS DE SANTÉ (INTERVENTION MAJORÉE SIMPLIFIÉE)	197
AVANCES SUR PRESTATIONS SOCIALES	199
BANQUE CARREFOUR DE LA SÉCURITÉ SOCIALE ET E-GOVERNMENT	199
BIEN-ÊTRE AU TRAVAIL ET SURVEILLANCE DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS	207
CARTE D'IDENTITÉ SOCIALE ET LA CARTE ISI	209
CENTRES D'ACCUEIL DE JOUR POUR PERSONNES ÂGÉES	210
CENTRES D'INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE (C.I.S.P.)	211
CENTRES DE SOINS DE JOUR	214

CHARTRE DE L'ASSURÉ SOCIAL	215
CHÈQUES-REPAS	216
COHÉSION SOCIALE	217
COMPÉTENCE DES CPAS	219
COMPTES DE TIERS GÉRÉS PAR UN CPAS	223
CONGÉS DE MATERNITÉ ET DE NAISSANCE	225
CONGÉS DES AGENTS	228
CONSEIL D'ÉTAT	231
CONTRAINTÉ	232
CONTRAT DE TRAVAIL	233
CONTRÔLE INTERNE	241
CONVENTION DE PARTENARIAT POUR L'ACCOMPAGNEMENT EN VUE D'UNE MISE À L'EMPLOI	242
CONVENTION DE PREMIER EMPLOI (CPE)	243
COTISATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE	243
COUPURES DE GAZ ET D'ÉLECTRICITÉ	245
COUR CONSTITUTIONNELLE	255
CRÉANCES ALIMENTAIRES	256
DÉBITEURS D'ALIMENTS	257
DÉPENSES (ENGAGEMENT, ORDONNANCEMENT, IMPUTATION, MANDATS)	264
DISPONIBILITÉ POUR MALADIE	266
DONS ET LEGS À DES MEMBRES DU PERSONNEL	267
DROIT À L'INTÉGRATION SOCIALE	267
DROIT DU PATIENT	290
ÉCONOMIE SOCIALE	291
EMPLOI DE PERSONNES HANDICAPÉES	293
ENFANTS MINEURS DE PARENTS EN SÉJOUR ILLÉGAL	295
ENQUÊTE SOCIALE	297
ENTREPRISES DE FORMATION PAR LE TRAVAIL (E.F.T.)	300
ÉTRANGERS	300

ÉTUDIANTS ÉTRANGERS	304
ÉVALUATION DU PERSONNEL	305
EXONÉRATION DE TAXES ET REDEVANCES	311
EXPULSION	311
FIN DE CARRIÈRE	313
FONDS DE TRAITEMENT DU SURENDETTEMENT	314
FONDS D'IMPULSION POUR LA POLITIQUE DE L'IMMIGRATION (FIPI)/PROMOTION DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'INTERCULTURALITÉ (PCI)	316
FONDS SOCIAL DE L'EAU	317
FONDS SOCIAL MAZOUT OU GASOIL DE CHAUFFAGE	320
FOURNITURE D'ÉNERGIE AUX PERSONNES LES PLUS DÉMUNIES	322
FRAIS DE PARCOURS ET DE TRANSPORT DES AGENTS	325
FRAUDE SOCIALE	327
FUNÉRAILLES D'INDIGENTS	329
GARANTIE DE REVENUS AUX PERSONNES ÂGÉES (GRAPA)	330
GARANTIE LOCATIVE	332
GARDE DE VALEURS	334
GRADES LÉGAUX	335
GRANDES VILLES	339
HARCÈLEMENT MORAL OU SEXUEL AU TRAVAIL ET RISQUES PSYCHOSOCIAUX	340
HYPOTHÈQUE	343
IFIC	344
INAPTITUDE PROFESSIONNELLE	346
INITIATIVE D'INSERTION SOCIALE (SINE)	346
INITIATIVES LOCALES D'ACCUEIL (ILA)	348
INSERTION SOCIALE (SERVICES D')	351
INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE DES AYANTS DROIT À L'INTÉGRATION SOCIALE ET À L'AIDE SOCIALE FINANCIÈRE	352

INTERRUPTION DE CARRIÈRE DANS LES ADMINISTRATIONS LOCALES	360
LOCATION DE LOGEMENT	366
LOGEMENT D'URGENCE	370
LOTÉRIE NATIONALE	371
MAISON D'ACCUEIL	371
MAISONS DE REPOS (MR)	372
MAISONS DE REPOS ET DE SOINS (MRS)	383
MALADES MENTAUX	387
MALADIES PROFESSIONNELLES	389
MARCHANDS DE SOMMEIL	391
MARCHÉS PUBLICS	391
MARIBEL SOCIAL	407
MAXIMUM À FACTURER (MAF)	408
MEBAR	409
MÉDECINS DU TRAVAIL	410
MEDEX (ADMINISTRATION DE L'EXPERTISE MÉDICALE)	411
MÉDIATION DE DETTES	412
MÉDICAMENTS	415
MOBILITÉ DU PERSONNEL	416
MOTIVATION DES ACTES ADMINISTRATIFS	417
OBLIGATIONS DES FONCTIONNAIRES	419
OCCUPATION D'ÉTUDIANTS	420
PARTICIPATION SOCIALE ET ACTIVATION SOCIALE	421
PLAN ACTIVA	422
PRESTATIONS EXTRAORDINAIRES	423
PRESTATIONS FAMILIALES	424
PROGRAMMATION SOCIALE	427
PROJET INDIVIDUALISÉ D'INTÉGRATION SOCIALE	427
PROTECTION DES DONNÉES	430
PUBLICITÉ	432

RÉDUCTION D'IMPÔTS POUR LES LIBÉRALITÉS FAITES AUX CPAS	433
RÉFUGIÉS	433
REGISTRE DES DEMANDES D'AIDE SOCIALE ET DE REVENU D'INTÉGRATION	434
REGISTRE NATIONAL	435
RÈGLEMENT COLLECTIF DE DETTES	436
RÈGLEMENT DE TRAVAIL	439
RELAIS SOCIAUX	440
REPAS À DOMICILE	441
RÉSIDENCE-SERVICES	442
RESPONSABILITÉ CIVILE	443
REVENU D'INTÉGRATION	446
RÉVISION GÉNÉRALE DES BARÈMES (RGB)	446
SAISIES	448
SALAIRE GARANTI	454
SANCTIONS DISCIPLINAIRES	455
SANS-ABRI	461
SECRÉT PROFESSIONNEL	466
SERVICE BANCAIRE DE BASE	472
SERVICE PUBLIC (LOIS DU SERVICE PUBLIC)	473
SINE	476
SOINS ET AIDE À DOMICILE (COORDINATION) ET SERVICES INTÉGRÉS DE SOINS À DOMICILE (SISD)	477
STATUT SYNDICAL	479
SUCCESSION VACANTE	482
TÉLÉTRAVAIL	483
TIERS PAYANT (RÉGIME DU)	485
TITRES-SERVICES	486
TRAVAILLEURS SOCIAUX	489
TUTELLE DES MINEURS D'ÂGE	489

TUTELLE DES MINEURS ÉTRANGERS NON ACCOMPAGNÉS (MENA)	493
T.V.A.	495
VAGABONDS – MENDIANTS	497
VOLONTARIAT – TRAVAIL ASSOCIATIF	498
 PARTIE 3 LÉGISLATION	 501
1. Loi organique des centres publics d'action sociale	501
2. Code de la démocratie locale et de la décentralisation	600
3. Liste des dispositions spécifiques	624
3.1. Dispositions spécifiques à la Région de Bruxelles-Capitale	624
3.2. Dispositions spécifiques à la Communauté germanophone	625
4. Loi concernant le droit à l'intégration sociale	625
5. Arrêté royal portant règlement général en matière de droit à l'intégration sociale	643
6. Loi relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'action sociale	661
 PARTIE 4 BANQUE DE DONNÉES	 673